

Colloque interuniversitaire
Édition 2019

Le travail sous toutes ses coutures

Jeudi le 12 décembre 2019, 8h30-17h30
Carrefour des Arts et Sciences, C-2059

*Organisé par Yanick Noiseux et Sid Ahmed Soussi,
en collaboration avec*



GIREPS

CRiSES
Centre de recherche sur les innovations sociales

8h 45 - 10 h 00 | **Panel 1 : Travail et action publique**

- | | |
|----------------------------|---|
| C. Laurence-Ruel, UdeM | La privatisation du secteur d'hébergement et de soins pour aîné.es au Québec : quels enjeux pour les travailleurs.euses ? |
| A. Duchesne-Blondin, UdeM | Harcèlement au travail : Évolution des politiques et actions collectives |
| O. Rafelis de Broves, UQAM | L'instrumentalisation de l'économie sociale dans la redéfinition des politiques publiques : les cas québécois et français |

10h 00 - 10 h 00 | **Panel 2 : Syndicalisme et enjeux identitaires**

- | | |
|------------------------|--|
| A. Amat Badiella, UdeM | Syndicalisme et identités minoritaires dans l'État Espagnol ? |
| K. Bourgal, UdeM | Discriminations de genre dans l'engagement syndical : Les défis pour préserver le syndicalisme |

10 h 45 - 11 h 00 | **Pause**

11h 00 - 12 h 30 | **Panel 3 : Penser le travail au 21^e siècle**

- | | |
|--------------------------|--|
| L-A Girard, UdeM | Le concept de précarité en sociologie, comment l'aborder ? |
| B. Wiley, UdeM | Enjeux de recherche autour du travail numérique gratuit |
| F. Clairvil, UQAM | Quel est le rôle du travail |
| A. De Baerdemaeker, UdeM | L'impact du cinéma dans les luttes sociales |

12 h 30 - 13 h 30 | **Diner**

13h 30 - 14 h 45 | Panel 4 : S'organiser autrement I

- | | |
|------------------------|--|
| J. Paré, UdeM | Conflit de travail chez les techniciens et les techniciennes de l'AQTIS: flexibilité, précarité et le rôle de l'État |
| V. Beaudette, UdeM | Les souffrances de la traduction au Québec |
| E. Steflik-Fabec, UdeM | Les entreprises récupérées : un modèle à suivre |

14 h 45 - 15 h 00 | Pause

15h00 - 16 h 15 | Panel 5 : S'organiser autrement II

- | | |
|-------------------|--|
| J. Lavoie, UdeM | La mobilisation transnationale à l'heure de la gig-economy : le cas des livreurs à vélo |
| A. Fourrier, UQAM | L'économie de plateforme : collaboration, libération ou exploitation |
| B. Mezadieu, UdeM | Le salaire minimum autrement à l'épreuve des conditions de vie : un débat qui n'est pas clos |

16h 15 - 17 h 30 | Panel 6 : Travail et (im)migration

- | | |
|--------------------|---|
| M. Noirot, UdeM | Reconnaissance des acquis, un frein à l'intégration des migrants sur le marché du travail |
| C. Thiffault, UdeM | La Chine héroïque : les travailleurs qui ont fait de la Chine un géant industriel |
| D. Assini, UdeM | La précarité au travail au prisme du mouvement des Gilets jaunes |

RÉSUMÉ DES PRÉSENTATIONS

Panel 1 : Travail et Action publique

La privatisation du secteur d'hébergement et de soins pour aîné.es au Québec : quels enjeux pour les travailleur.ses, *Corynne Laurence-Ruel*

Sous l'impulsion du vieillissement de la population et des politiques publiques, le secteur d'hébergement et de soin pour aîné.es québécois s'est largement réorganisé depuis les dernières décennies. L'une des tendances qui le caractérisent est la privatisation sans précédent de ces services. Avec près de 79,5% des places disponibles pour aîné.es appartenant au secteur privé (FCCQ, 2015), le Québec fait partie des provinces où la présence du privé est la plus importante au Canada dans ce type de services. Après avoir fait un bref rappel des politiques publiques qui ont structuré le réseau depuis les années 1970 et brossé un portrait organisationnel de ce secteur, cette présentation propose de s'intéresser à la privatisation de ces services et, surtout, à ce qu'elle implique sociologiquement pour les travailleur.ses et pour l'organisation du travail.

Harcèlement au travail : Évolution des politiques et actions collectives, *Alexandre Duchesne-Blondin*

Depuis le 1^{er} juin 2004, la Loi sur les normes du travail au Québec à son article 81.19 affirme : *Tout salarié a droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique.* Or, les récentes dénonciations publiques d'employeur-

se-s ayant manqués à cette obligation (ex : affaire Rozon) nous démontrent qu'il y a une marge entre le droit et la réalité que vivent les salarié-e-s au Québec. En effet, malgré l'explicitation légale, ce type de violence reste une source de danger pour ces dernier-ère-s et un enjeu mobilisé par divers mouvements sociaux qu'il soit syndical ou en ligne (#MoiAussi, #MeToo). Dans cette présentation, nous ferons le bref survol historique des politiques publiques et des cadres légaux concernant l'harcèlement au travail (sexuel ou non), ainsi que des actions collectives en lien avec cette thématique qui ont été menées depuis 2004 afin de dresser le portrait de l'évolution de cet enjeu depuis la ratification de la Loi. L'objectif est de brosser un portrait sommaire, mais systématique dans le but de tracer les esquisses d'une théorie sociologique portant sur la relation entre la lutte collective, les mécanismes de prévention du harcèlement au travail et l'indemnisation de ses conséquences.

L'instrumentalisation de l'économie sociale dans la redéfinition des politiques publiques : les cas québécois et français, *Olivier Rafelis De Broves.*

L'économie sociale a connu une institutionnalisation rapide dans les 30 dernières années au Québec et dans quelques pays européens. Concept à géométrie variable, l'économie sociale est-elle à la hauteur des vertus (auto)proclamées par certains chercheurs-promoteurs? Ou s'inscrit-elle dans la logique des transformations contemporaines de l'action publique, sous l'impulsion du nouveau

management public? À travers une analyse comparée des cas français et québécois, nous chercherons à identifier l'effet des facteurs exogènes et des contextes socio-politiques sur le modèle de développement de l'économie sociale. L'analyse du rapport de force entre acteurs étatiques et non-étatiques permet de mieux saisir la substance fluide de cette "autre" économie, qui ne peut être présumée *a priori*.

Panel 2 : Syndicalisme et questions identitaires

Syndicalisme et identités minoritaires dans l'Etat Espagnol, *Albert Amat Badiella*

La communication présentera une étude conceptuelle et analytique sur les relations entre les syndicats et les « nations sans État » en Espagne. Il se concentrera sur le Pays Basque, la Galice et les Pays catalans. Il abordera les justifications théoriques du syndicalisme indépendant pour représenter différentes identités nationales en dehors du cadre de l'État-nation espagnol. En étudiant les différents cas, je compte dévoiler les caractéristiques de chaque cas, les spécificités de chaque mouvement syndical et la situation de la classe ouvrière dans chaque nation. J'espère établir une relation entre l'identité nationale et la force particulière du syndicalisme, avec les niveaux de conscience de classe, de combativité, de politisation et d'affiliation syndicale.

Discriminations et genre dans l'engagement syndical : les défis pour préserver le syndicalisme, *Kaoutar Bourgal*

Quiconque veut s'engager ou même seulement faire appel à son syndicat pour passer au travers d'un différend devient encore très souvent la bête noire. Très récemment en septembre 2019, le 12e baromètre des droits¹ a indiqué qu'un employé sur deux estime avoir été discriminé en raison de son activité syndicale, il s'agit d'un phénomène très répandu en France. Comment se traduit cette discrimination dans la plupart des cas ? Par une privation d'évolution professionnelle, des obstacles à l'augmentation salariale, ou encore une altération du climat et des conditions de travail. Il y a alors un défi de nouvelles normes éthiques, de protection et de contrôle, pour protéger les travailleurs qui s'engagent dans le milieu syndical. Cela, au risque que la discrimination de l'activité syndicale ne concoure pas à troubler l'engagement syndical nécessaire au renforcement du syndicalisme. A l'aune de ce constat, il serait intéressant de pousser encore plus l'analyse, en étudiant l'engagement syndical au féminin, comme phénomène qui touche également à la problématique de la discrimination de l'activité syndicale et qui constitue un frein à l'engagement syndical.

Panel 3 : Penser le travail au 21ème siècle

Le concept de précarité en sociologie, comment l'aborder?, *Louis-Alexandre Girard*

Suite à l'essor du travail flexible à partir des années 1980, la question de la précarisation de l'emploi et de ses effets sur les conditions de santé, de vie et de travail des populations est devenue un enjeu de société majeur, une préoccupation grandissante des milieux syndicaux, académiques, ainsi que des gouvernements occidentaux. Pour parler de précarité, les mots sont nombreux : situation de précarité, vie précaire, travailleurs précaires, formes d'emplois précaires, etc. Cette présentation propose d'explorer le concept de précarité, d'appréhender ses multiples usages, ainsi que son évolution dans le champ des études sur le travail. Nous demanderons également comment la sociologie peut se saisir du concept de précarité.

Sur les questions concernant le travail numérique gratuit, Ben Wiley

My paper seeks to explore the theories and arguments surrounding the growing phenomenon of free labor, in order to approach questions on the subject of digital labor. To start I review the rich feminist literature on free labor which typically focuses on domestic work by women, and discuss the various perspectives present therein. Then I discuss newer works on free digital labor and seek to apply feminist teachings to better understand this new current. My work ultimately searches for questions to explain the rise of passionate free labor in the digital sphere, that is, labor given away purposefully for personal or political reasons, and increasingly captured for profit by corporations. I relate this labor to the broader phenomenon of free labor throughout

time and across the modern social sphere.

Quel est le rôle du travail ?, Frantz Clairvil

Certains adeptes de la sociologie comme Friedman et Naville veulent extraire du champ de la sociologie du travail le travail animal, l'esclavage. Est-ce un souci exprimé d'un point de vue d'éthique : hypocrisie, moralité ou jugement de valeur ? « Le travail » qu'ils prennent en compte n'est-il pas aussi grevé de l'hypothèque de la servitude. Le système de travail imposé aujourd'hui n'est-il pas le développement d'une excroissance esclavagiste, des accumulations capitalistes depuis cette période : développement des banques, la marine marchande, le colonialisme, l'esclavagisme. Vouloir le nier reviendrait à rendre invisible le non-développement, aussi de tout un pan d'histoire du « travail » et le retard de ces sociétés d'aujourd'hui encore. Par ailleurs, ce n'est ni dans « le déplacement des frontières du travail » par d'autres : Tracés, revue des sciences Anaïs Albert, Clyde Plumauzille et Sylvain Ville (2017) ; ou dans le désir de proclamer sa fin « Le travail une valeur en voie de disparition », Méda, Dominique (1998) que l'on va saisir sa définition, déterminer son origine pour ne pas dire son essence et son rôle véritable dans la vie de l'être humain.

L'impact du cinéma dans les luttes sociales, Anatole de Baerdemaeker

Que ce soit par le biais de documentaires ou de films, les luttes sociales sont bien présentes au cinéma. S'ils passent

souvent relativement inaperçus aux yeux du grand public, certaines exceptions parviennent à attirer l'attention. À la dernière édition du renommé Festival de Cannes par exemple, deux films ont eu le mérite de faire partie des sélections. Le long-métrage *En guerre* avec Vincent Lindon et le documentaire *On va tout péter* du réalisateur britannique Lech Kowalski. Plus célèbre encore, le documentaire *Merci Patron!* de François Ruffin a reçu le César du meilleur film documentaire en 2017. S'ils dévoilent au grand public des réalités ouvrières, syndicales ou des classes sociales 'inférieures', quel est l'impact réel de ces films sur la lutte qu'ils portent à l'écran et de manière générale sur les luttes sociales et syndicales?

Panel 4 : S'organiser autrement I

Conflit de travail chez les techniciens et les techniciennes de l'AQTIS: flexibilité, précarité et le rôle de l'État, Jeanne Paré

L'analyse de cas que je mène porte sur le récent conflit de travail ayant opposé les travailleurs.euses du milieu de l'audiovisuel au Québec, représentés par l'AQTIS (Alliance québécoise des techniciens et des techniciennes de l'image et du son) aux producteurs.trices québécois, représentés par l'AQPM (Association québécoise de la production médiatique). Je détaillerai tout d'abord le contexte d'émergence et le déroulement du conflit de travail. Je propose par la suite de détailler comment les revendications des travailleurs.euses de l'audiovisuel dans ce conflit s'insèrent dans les transformations actuelles du travail, notamment en termes de précarisation

et de flexibilisation du travail. Je ferai par la suite une analyse du rôle de l'État dans ces transformations du travail des techniciens.ciennes de l'audiovisuel, puisque je soutiens que ces transformations ne relèvent pas uniquement des pratiques des producteurs.trices mais aussi de la déresponsabilisation de l'État en termes de protection sociale des travailleurs.euses précaires et de sa participation active à la flexibilisation du travail.

Les souffrances de la traduction au Québec, Vicky Beaudette

Dans le cadre de cette étude de cas, nous nous pencherons sur le travail dans le milieu de la traduction au Québec. Rappelons que le Canada, et tout particulièrement la province du Québec, offre un lieu de choix pour l'étude du marché du travail lié à la traduction en raison de projets de lois favorisant la production multilingue de textes. Notamment, l'adoption, en 1969, de la Loi sur les langues officielles impose au gouvernement fédéral la traduction en français et en anglais de toutes documentations officielles provenant de ses ministères. Aussi, au Québec depuis 1977, l'adoption de la Charte de la langue française rend obligatoire le français comme langue du travail. Ainsi, les entreprises qui désirent s'installer au Québec ou faire affaire sur ce territoire feront généralement appel à des services de traduction dans la paire de langues français-anglais, et même parfois, dans d'autres paires de langues. Devant la mondialisation exponentielle des marchés économiques et les avancées technologiques, pensons aux outils

d'aide à la traduction automatique offerts gratuitement par des géants du web, quoi de mieux, en effet, que de se pencher sur les conditions de travail des personnes qui font de la traduction leur pain quotidien dans une société de capitalisme avancé. Dans un premier lieu, nous brosserons un portrait de ce marché de l'emploi tout en contextualisant les enjeux liés aux transformations du marché de la traduction au Québec et du groupe de travailleuses et de travailleurs qui évoluent dans ce marché. Dans un second lieu, nous présenterons des initiatives concrètes émanant de ce groupe qui ont été mises en place au cours des dernières décennies pour répondre à ces enjeux, la mise en place de programmes de formation professionnelle, d'un ordre professionnel et d'autres associations citoyennes, n'en sont que quelques exemples. Nous verrons ensuite dans un dernier lieu comment les enjeux vécus par ce groupe se rattachent à ceux vécus par d'autres cas rencontrés dans le cadre du séminaire *Travail, syndicalisme et mondialisation*

Les entreprises récupérées, un modèle à suivre?, Esten Steflik-Fabec

Dans cette étude, j'examinerai le phénomène de la récupération et donc la restructuration des entreprises par les travailleurs. L'essor considérable des politiques néolibérales des dernières cinquante années a provoqué plusieurs crises économiques ainsi que de déplacements de production à grande échelle. En conséquence, La classe ouvrière travaillant principalement dans les secteurs manufacturiers ont subi une

grande augmentation d'instabilité d'emploi tout en perdant de nombreux bénéfices sociaux. Cette problématique est intégralement liée à l'idéologie néolibérale qui domine l'économie. Dans l'économie néolibérale, les entreprises cherchent exclusivement à accroître leurs revenus sans prendre en considération les conséquences catastrophiques que cela produit pour sa main-d'œuvre. Comme nous le verrons, il existe plusieurs exemples, notamment en Argentine, France et Espagne où les ouvriers ont réussi à se mobiliser contre cette oppression. Pour eux, il s'agit de la récupération de leurs milieux de travail ainsi que l'élimination des structures hiérarchiques qui contribuaient à leur subordination systématique. La question que nous poserons est la suivante : Est-il le modèle de récupération des entreprises une solution pour l'avenir?

Panel 5 : S'organiser autrement II

La mobilisation transnationale à l'heure de la gig economy : le cas des livreurs à vélo, Julien Lavoie

L'avènement de l'économie collaborative est paradoxal dans le contexte du marché du travail actuel. Si elle répond d'une part aux besoins de flexibilité et d'indépendance d'un nombre grandissant d'individus, elle perturbe d'autre part l'accès à une sécurité d'emploi propre au travail standard. Le vide réglementaire du secteur combiné au manque de collaboration des multinationales de plateforme a pour effet de précariser ce travail atypique. Ce phénomène incite ainsi une quantité toujours plus importante de travailleurs de l'économie

collaborative à se mobiliser afin de bénéficier d'une protection socioéconomique plus avantageuse. En tête de file se trouvent les livreurs à vélo à l'emploi d'entreprises de livraison de repas, dont notamment *Foodora* ou *Deliveroo*. Ceux-ci tentent de s'organiser à l'échelle nationale tout en faisant preuve d'une solidarité transnationale, ce qui pourrait bien créer un précédent dans la lutte syndicale des travailleurs de l'économie collaborative.

L'économie de plateforme : collaboration, libération ou exploitation ?, *Ambre Fourier*

Les plateformes telles que Airbnb, Uber, Amazon, etc, se sont depuis plus d'une décennie imposées dans notre quotidien, si bien que l'on parle aujourd'hui « d'économie collaborative » ou « d'économie de partage ». À côté de cela, le discours sur l'intelligence artificielle nous annonce que les robots s'apprêtent à remplacer les humains. À partir de ces deux constats, nous nous poserons la question suivante : Assistons-nous réellement à la fin du « travail » comme le prévoyait Jeremy Rifkin ? Après avoir présenté rapidement un portrait de ces plateformes du point de vue du « travail », nous concluons que bien loin de disparaître, il tend plutôt à s'invisibiliser et à se précariser. Pour notre analyse nous nous inspirerons notamment des travaux d'Antonio Casilli et de Maud Simonet sur le travail du « clic » et plus généralement le travail gratuit.

Le salaire minimum au Québec à l'épreuve des conditions de vie : un débat qui n'est pas clos, *Bruno Mezadiou*

La problématique du salariat québécois est présente encore aujourd'hui puisque les conditions de vie des gens les plus vulnérables restent dans l'insatisfaction. Les travailleurs québécois, et surtout les migrants qui sont sujets aux abus de toute sorte, vivent dans l'imaginaire d'un bien-être social équitable. La plupart des analyses restent campées autour de l'idée qu'une hausse augmentation de salaire peut être la source du chômage, en négligeant les conditions de la réalité de vie des gens. Alors qu'en droit international, les droits économiques et sociaux sont considérés comme des éléments indissociables aux autres droits de la personne humaine. La déclaration universelle des droits de l'homme (1948) comprend ainsi plusieurs droits économiques et sociaux. Malgré tout le salaire minimum est mis toujours à l'épreuve, et on espère qu'il fera ses preuves. Cette présentation tentera de tracer un portrait actuel de ce débat dans le contexte québécois.

Panel 6 : Travail et (im)migration

Reconnaissance des acquis, un frein à l'intégration des migrants sur le marché du travail, *Maéva Noirot*

La communication portera sur la problématique de reconnaissance des diplômes ou des acquis des immigrants au Québec. L'institut du Québec dans son rapport de 2018 soulève l'enjeu comme étant central dans l'intégration économique des immigrants au Québec. En effet, dans ce rapport l'auteur va mentionner que beaucoup d'immigrants qualifiés, arrivés sur le territoire québécois font souvent face à la

mauvaise surprise d'une non-reconnaissance des acquis par divers ordres professionnels, entreprises, mais aussi par les universités avec notamment la mise en place d'un système de rediplomation. Cet enjeu a donc directement des conséquences sur la précarité de l'emploi de ces populations qui finissent par occuper des postes pour lesquels ils sont surqualifiés. Il existe donc des différences de traitement selon le pays d'origine de ces migrants. Le but de ce travail sera d'identifier le rôle de divers acteurs à savoir les gouvernements, mais aussi les universités et les entreprises. Il s'agirait aussi de souligner les inégalités qui sont au niveau du pays d'origine, du domaine et niveau de compétences, mais aussi a question du genre (les femmes ont tendance à être plus affectées par ce phénomène). Puis enfin, montrer aujourd'hui les différentes initiatives mises en place pour sortir les migrants qualifiés de cette précarité (ex de programme d'intégration en entreprise, les différentes associations et mouvements « syndicalistes »).

La Chine héroïque : Les travailleurs qui ont fait de la Chine un géant industriel,
Camilla Thiffault

Depuis les années 1980, la Chine connaît un processus d'industrialisation accéléré qui lui a permis de loger parmi les enseignes des grandes puissances économiques . Dès qu'on ne se trompe pas : le succès éclatant de la Chine a eu un coût humain important. La province du Guangdong, dans le sud-est de la Chine, a été la terre d'accueil de générations de travailleurs migrants en provenance des provinces et qui ont été

au cœur du développement économique du pays. Ces travailleurs bénéficient d'un statut socio-économique inférieur à celui des citoyens et de conditions de travail précaires. S'ils sont catégorisés en deux générations distinctes, je porterai l'attention sur la seconde et dite « nouvelle » génération de travailleurs qui, contrairement à la génération précédente, débute timidement à lutter collectivement pour des revendications qui vont au-delà de ce qui est prévu par la loi (« interest-based » struggles).

La précarité du travail en France au prisme du mouvement des Gilets jaunes, Dounia Assini

Résumé non disponible.